

Recherches sociographiques



Jean-Guy GENEST, *Godbout*

Vincent Lemieux

Volume 40, numéro 1, 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057251ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057251ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lemieux, V. (1999). Compte rendu de [Jean-Guy GENEST, *Godbout*]. *Recherches sociographiques*, 40(1), 142–144. <https://doi.org/10.7202/057251ar>

l'endroit du régionalisme et du nationalisme ne procède pas d'un esprit d'ouverture envers le reste du monde. Elle vient de la crainte d'un Canada français trop replié sur soi et incapable de recevoir la vraie culture, c'est-à-dire celle de la France, à laquelle les élites canadiennes-françaises doivent se frotter. La culture régionale et la culture populaire n'en sont pas aux yeux de Turc. Quant à s'ouvrir à d'autres influences que celle de la France, Barbeau s'y oppose de toutes ses forces. Les immigrants et surtout les Juifs font l'objet de son mépris, un mépris qui durera au moins jusqu'en 1945. Selon lui, ces groupes venus de l'extérieur perturbent les rapports entre les classes sociales et répandent ce dangereux poison qu'est l'esprit d'égalité (p. 52 sq. et 94 sq.). Il s'oppose également à la culture américaine, trop populaire, trop matérialiste et surtout trop nivelante sur le plan social. La culture doit venir d'en haut, de l'élite (p. 90 sq.). Et même le coopératisme de Barbeau a pour but, outre d'améliorer le sort des pauvres, de les soustraire aux influences étrangères en contrôlant leur consommation sans remettre en cause le système des classes (p. 49 sq.).

Bref, Barbeau n'était pas un libéral, tant s'en faut. Dès 1919, d'ailleurs, il jetait aux lecteurs de *La Presse* sa haine « de l'individualisme en délire, de l'égoïsme en fureur » (cité p. 26). Barbeau était fondamentalement élitiste et faisait flèche de tout bois afin de reproduire les inégalités sociales. Sans doute serait-il inexact de le ranger parmi les clérico-nationalistes. Il était plutôt un clérico-conservateur, pour reprendre le terme utilisé par John Stuart HUGHES à l'endroit de ceux qui, dans la péninsule ibérique, soutenaient Franco et Salazar, et qu'il tenait à distinguer des fascistes. Le clérico-conservateur est celui qui, avec l'aide de l'Église, protège la hiérarchie sociale sans pour autant donner dans le fascisme, lequel mythifie la nation et son expression la plus haute, l'État.

Il faut savoir gré à Michèle Martin d'avoir écrit un livre qui, en dépit de ses faiblesses, a su exposer sous toutes ses coutures la pensée d'un intellectuel québécois de l'entre-deux-guerres.

Pierre LANTHIER

*Département des sciences humaines,
Université du Québec à Trois-Rivières.*

Jean-Guy GENEST, *Godbout*, Sillery, Septentrion, 1996, 390 p.

Jean-Guy Genest commence par constater, avec raison, qu'Adélarde Godbout n'a pas dans l'histoire et la géographie du Québec une place digne de ses œuvres, dont les plus illustres sont le droit de vote accordé aux femmes et la fondation d'Hydro-Québec.

Pour réparer cette injustice Genest tire d'une thèse de doctorat, soutenue en 1977, une biographie très détaillée de Godbout, qui est davantage de l'ordre du

panégyrique que de l'historiographie détachée de son sujet. Les chapitres se déroulent dans un ordre strictement chronologique avec, à l'occasion, quelques réflexions de l'auteur, mais sans que l'analyse soit poussée très loin.

Rappelons les principales étapes de la vie de Godbout. Né en 1892 à Saint-Éloi, il fait ses études classiques au Séminaire de Rimouski. Après quelques années au Grand Séminaire, il se tourne vers l'agronomie. Il enseigne à l'École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, où il avait étudié, puis devient agronome officiel de la section de l'Islet. C'est là qu'il est élu député libéral, en 1929. En 1936, dans une situation de crise, il succède à Taschereau à titre de premier ministre du Québec. Le Parti libéral est défait quelques mois plus tard, aux mains de l'Union nationale, et Godbout perd son siège de l'Islet. Il redevient premier ministre en 1939, et ce jusqu'en 1944, alors que le Parti libéral, qui obtient pourtant plus de votes que l'Union nationale, est défait par celle-ci. En 1948, le Parti libéral ne fait élire que huit députés, et Godbout est battu, à nouveau dans l'Islet. En 1949, il est nommé au Sénat. Il meurt sept ans plus tard, en 1956.

La biographie de Jean-Guy Genest nous aide à comprendre pourquoi Godbout n'est pas passé à la postérité, contrairement à des premiers ministres qui, pourtant, ont fait moins que lui pour le Québec.

D'abord, Godbout a laissé le souvenir d'un perdant. Il n'a gagné qu'une seule des quatre élections générales où il a dirigé le Parti libéral, celle de 1939, et encore prétend-on que c'est grâce à l'intervention des libéraux fédéraux. Deux fois, en 1936 et en 1948, il a été battu dans sa propre circonscription de l'Islet, ce qui a ajouté à sa réputation de perdant.

Ensuite Godbout, qui était agronome dans un monde politique dominé par les avocats, faisait un peu figure de semi-professionnel parmi des professionnels chez qui le jeu de la politique importait plus que le contenu des politiques publiques. Non pas qu'il ait manqué d'éloquence, car il était un orateur remarquable, mais sa préoccupation pour les causes qui lui étaient chères et le manque d'intérêt qu'il portait au patronage détonnaient dans un milieu où les manœuvres politiques et les calculs clientélistes étaient le fait de la plupart des politiciens.

Enfin, Godbout n'était pas un paroissien des églises nationalistes de son temps. Comme la plupart des premiers ministres libéraux du Québec, il était un autonomiste modéré, et demeurait très attaché au Canada. De 1939 à 1944, il fit adopter des politiques progressistes sur le plan socioéconomique, mais au cours de la campagne électorale de 1944 et après, on a répété de lui, pour le stigmatiser, qu'il avait cédé des droits de taxations du Québec à Ottawa.

Dans son livre Jean-Guy Genest plaide avec conviction la cause de Godbout, contre ceux qui le considèrent toujours comme un allié d'Ottawa ou qui ne reconnaissent ses œuvres que du bout des lèvres. Il appartient maintenant aux historiens de demain de donner une plus juste mesure d'un homme au destin

politique singulier par la fatalité qui a pesé sur lui et par ce qu'il a réussi à accomplir, malgré cette fatalité.

Vincent LEMIEUX

*Département de science politique,
Université Laval.*

Ronald RUDIN, *Making History in Twentieth-Century Quebec*, Toronto, University of Toronto Press, 1997, 294 p.

Ronald RUDIN, *Faire de l'histoire au Québec*, Sillery, Éditions du Septentrion, 1998, 278 p. (Traduction de Pierre R. DESROSIERS.)

Ronald Rudin met en marché une nouvelle arme rhétorique dans le conflit des interprétations. Jusqu'ici, les historiens se délégitimaient mutuellement pour manque de « scientificité » ; désormais, ils pourront se taxer l'un l'autre de « revisionnisme ». Toute histoire d'un peu de portée est par définition revisionniste, comme le reconnaît au passage Rudin (p. 172), en ce sens qu'elle récuse une lecture du passé pour en faire valoir une autre : ayant lui-même revisionné Ferland, Groulx a subi la revision de sa proche descendance, les Frégault-Séguin-Brunet, revisionnés à leur tour par l'abattage en règle du Hamelin de 1960, etc. Et Rudin s'essaie ici à revisionner un peu tout un chacun. Sauf qu'il emploie le terme dans un sens plus restreint : « un processus de dénégation de certains aspects du passé » (page liminaire), où se reconnaît implicitement la figure emblématique des dénégateurs du génocide nazi. Quant à savoir où passe la frontière entre « dénier le passé » et combattre une lecture adverse, on n'en apprendra pas grand-chose ici.

Les trois premiers chapitres mettent en scène Groulx, entouré de ses contemporains, adversaires ou disciples. Voilà le cadavre honteux que Rudin sort du placard, comme témoin à charge récusant la vision moderniste de l'histoire considérée dominante. Étonnamment, il nous le présente paré de ses plus beaux atours d'historien : c'est au chanoine que revient le principal mérite de l'institutionnalisation de la « profession » ; il a pratiqué son métier armé des méthodes scientifiques de son temps ; il a su reviser lui-même ses interprétations, notamment dans l'édition 1930 de *Naissance d'une race* ; il se préoccupait déjà d'histoire économique... Comme l'auteur n'a pas su se retenir de lâcher quelques perles sur ce portrait avantageux (p. ex. « Groulx's hate-mongering », p. 57), il faut peut-être y comprendre ceci : les historiens contemporains ont fait mine de remiser Groulx pour des raisons disciplinaires de scientificité, qui ne sont pas fondées ; s'ils l'ont enfoui au placard, c'est donc pour d'autres raisons, « comme son anti-sémitisme » (p. 9). Et voilà pourquoi ils seraient à proprement parler « revisionnistes ». (Cet argument était presque explicite dans un texte antérieur, tel que l'a relevé Jean-Marie FECTEAU : l'interprétation de Rudin « semble impliquer que